



La souveraineté alimentaire : pourquoi et comment?

Conférence – Débat

***Patrick Kirchner,**
Porte-parole de la Confédération Paysanne de Midi-Pyrénées*

Jacques Berthelot
Association Solidarité

Jeudi 25 Mars 2010 à 20h30

*Salle du Sénéchal (Entrée libre)
17 Rue de Rémusat Toulouse (prés du capitole)*

La flambée des prix agricoles en 2007-08 a fait dépasser le milliard d'humains sous-nutris et aggravé le déficit alimentaire des pays en développement, particulièrement de l'Afrique subsaharienne. Elle a remis en cause le dogme du libre-échange, tout-à-fait inadapté pour les produits agricoles dont la demande et l'offre réagissent peu au niveau des prix, qui connaissent au surplus une volatilité accrue. Mais l'UE connaît elle-même un déficit alimentaire croissant qui remet en cause la PAC (politique agricole commune) suivie depuis 1992, d'autant que les aides agricoles massives n'ont pas empêché la baisse du revenu agricole par actif. Il faut donc refonder toutes les politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire, sur des prix rémunérateurs garantis par une protection efficace du marché intérieur, sans pénaliser les consommateurs et sans dumping vis-à-vis des pays tiers.

Pour imposer la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud, plusieurs moyens sont à mobiliser, dans les règles du jeu au plus haut niveau – OMC, Union européenne, Afrique subsaharienne – comme au niveau local, en garantissant l'accès au foncier et en promouvant des systèmes de production plus autonomes et des circuits courts. Seule la souveraineté alimentaire bien comprise permettra d'avoir une agriculture durable aux niveaux économique, social et environnemental partout dans le monde et ceci dans la perspective 2050 où la planète comptera quelque 9 milliards d'habitants.